

INTERVENTION DE M. Pierre MAUROY

devant le comité directeur du parti socialiste
(Paris, le 15 novembre 1986)

Nous avons décidé d'avancer nos échéances de congrès. Pour avoir souhaité un débat, en fait amorcé depuis septembre, je ne puis que me réjouir de cette initiative. Nous n'avons rien à gagner à retarder nos assises. Il m'apparaît en effet urgent de mieux définir notre projet et notre démarche afin d'éviter les risques d'affrontements inutiles, ou plus grave, les faux débats. Je voudrais, à ce propos, revenir de quelques mots sur un sujet qui est directement lié aux discussions qui nourriront notre congrès.

La réunion, mercredi, du conseil national de la gauche suscite quelques réflexions. En soi l'initiative de la création d'une telle instance est positive, c'est le point de départ obligé. Lionel JOSPIN a eu raison de la prendre, et je l'approuve entièrement. Mais, au delà du plaisir que nous pouvions éprouver à nous retrouver, dès le premier tour de table, tous les problèmes ont surgi. Les allers et retours de René DUMONT ont, ensuite, illustré la difficulté de toute opération de ce genre.

Autant j'ai senti chez les participants la volonté de se retrouver ensemble, autant certains propos tenus m'ont projeté plus de vingt ans en arrière. Dans ces années 60, bien différentes de celles d'aujourd'hui.

Nous commettrions une erreur en recommençant la démarche d'alors. Ce que nous avons mené à bien avec les clubs, avec les partis à cette époque a été capital. Combien de péripéties furent nécessaires! Quel itinéraire et quelle durée : 7 ans pour faire renaître le parti socialiste, 10 ans pour conquérir le pouvoir!

Mais aujourd'hui, le problème qui se pose à nous n'est plus de même nature. Il ne s'agit plus de la régénérescence de notre formation politique. Nous n'en sommes plus à savoir s'il faut une fédération ou un nouveau P.S. Il ne faudrait donc pas que le Conseil National de la Gauche se réduise à permettre la renaissance artificielle de groupes dont la représentativité est limitée et l'itinéraire achevé! Même si, comme nous le pensons, des personnalités ont une place à tenir à gauche.

Que les premières revendications

entendues mercredi portent sur le rôle limité qu'il faudrait faire jouer au Premier secrétaire du P.S. ou sur la volonté de ne pas faire référence au Président de la République est - hélas - révélateur. Pourtant, où en serions nous les uns et les autres sans François MITTERRAND ? Ne nous donclaissons pas entraîner dans cette régression et j'imagine que personne n'y songe ici. Mais définissons d'emblée les missions qui s'imposent au Conseil National de la gauche et les questions auxquelles il doit permettre d'apporter des solutions.

La première nous est posée par l'affaiblissement du parti communiste. Le parti socialiste se trouve placé, dès lors, en situation de pôle essentiel dans la lutte contre la droite. Il doit assumer cette fonction. Et une des tâches du Conseil National de la gauche - et aussi du parti, mais c'est notre problème - devrait être d'étudier comment il est possible de reconquérir cet électorat qui a abandonné le parti communiste mais qui, en l'abandonnant, a déserté la gauche pour l'abstention ou pour se laisser séduire par le retour de vieilles thèses populistes et xénophobes.

La seconde question résulte de l'effritement continu du mouvement syndical et associatif. C'est un problème majeur. Chacun voit bien qu'à l'évidence l'avenir de la gauche ne se construira pas sans un dépassement de la séculaire charte d'Amiens. Il ne nous appartient pas de définir ce que devront être les relations futures entre les organisations syndicales et nous.

Ce débat appartient d'abord aux syndicalistes. Mais pour ce qui nous concerne, nous devons leur dire, à la lumière de l'expérience gouvernementale récente, qu'il est vital pour la gauche de ne pas réduire son action au seul plan institutionnel, mais de compter sur une mobilisation qui se fasse à la foi, sur le terrain économique, social ou bien encore culturel. Pour nous et en attendant qu'ils aient progressé dans cette réflexion, que pouvons-nous faire.

Ce que nous pourrions dire et faire, est de leur présenter nos projets, d'en discuter avec eux avant de les arrêter définitivement. Voilà quel pourrait être le rôle d'un Conseil National de la gauche.

Quant au mouvement associatif, nous mesurons aujourd'hui, une fois de plus, sa grande fragilité. Le gouvernement dissimule bien mal sa volonté de le démanteler. Nous devons être particulièrement vigilants sur ce point. Nous irons même plus loin en nous associant à la manifestation du 23 novembre. Demain, le mouvement associatif sera fort de la solidarité que nous saurons lui témoigner et de la solidarité qu'il nous rendra, en retour, en sauvegardant

naturellement son indépendance.

Voilà mes chers camarades les quelques remarques que je voulais faire au sujet du Conseil National de la gauche et qui illustrent la nécessité pour nous d'avoir pour notre congrès un débat de fond sur le type de socialisme que nous entendons présenter aux Français pour les vingt prochaines années.

La tâche qui s'ouvre devant nous n'est pas mince puisqu'il doit s'agir pour nous tout à la fois de :

- 1- Dresser le bilan de notre action gouvernementale et de l'actuelle période de cohabitation.
- 2- Définir nos objectifs et donc le cadre des actions à mener pour reconquérir le pouvoir.
- 3- Préciser, en conséquence, le type de parti que nous entendons faire vivre, donc les valeurs qui nous rassemblent.
- 4- Enfin, et dans l'immédiat, adopter l'attitude qui nous offre le plus de chances d'emporter la prochaine élection présidentielle.

Sans vouloir entrer dans le détail de tous ces points qui feront l'objet de notre congrès, il me semblerait cependant important que tous ensemble nous commencions à donner quelques éléments de réponse aux questions que se posent les militants du P.S. et plus largement les Françaises et Français de gauche. Face au gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis des décennies, il nous faut, prioritairement, rassembler. Car la bataille présidentielle doit être gagnée.

Pour rassembler les Français il nous faut être nous-mêmes unis. Nous devons l'être notamment face à la probabilité d'une nouvelle candidature de François MITTERRAND. Je sais que nous nous sommes donnés pour règle de ne pas traiter cette hypothèse afin de ne pas gêner le président de la République, mais nous savons que cette perspective existe et nous avons à la prendre en compte dans notre démarche. Ce qui n'empêche nullement que d'autres candidatures à la candidature existent et que l'une au moins soit clairement déclarée et provoque même parfois, par son affirmation répétée, un débat qu'il nous faut dépasser.

Cette situation est inconfortable pour tout le monde. Pour les candidats à la candidature, comme pour le Parti. Un problème de procédure est donc posé. Régions-le.

Ne pourrait-il y avoir accord entre nous

pour que ce thème ne soit pas un objet de controverse dans les contributions que nous déposerons, les uns et les autres, en janvier? Il doit être clair que le P.S. n'entend pas transgresser les règles qu'il s'est données. Je ne propose pas que nous nous évadions, pour des raisons de conjoncture, des modalités de désignation que nous nous sommes fixées.

Toutefois, il est clair que le P.S., devenu un parti de gouvernement, ne peut traiter une éventuelle candidature du chef de l'Etat, selon ses normes habituelles. D'abord parce que le président de la République se situe au niveau de tous les Français et non du seul P.S. Même s'il s'agit de notre ancien Premier secrétaire et du principal inspirateur de notre action, François MITTERRAND n'est plus, formellement, membre du Parti.

En conséquence, il me semble que nous pourrions nous mettre d'accord, sans attendre sur un texte dans lequel nous préciserions que, si François MITTERRAND sollicite un nouveau mandat présidentiel, il deviendra notre candidat. Nos instances locales, fédérales et nationales ratifiant cette décision j' imagine par acclamations.

Dans l'hypothèse inverse, les candidats à la candidature, seront soumis à notre règle.

Préciser ce point, dès à présent, aurait le mérite d'éclaircir le paysage avant que ne s'engage le débat du congrès et permettrait de ne pas mêler le chef de l'Etat à nos discussions internes. Nos assises y gagneraient certainement en sérénité et, partant, en dignité.

Reste la façon dont nous devons conduire nos débats pour le Congrès.

Il me semble qu'elle doit répondre à deux impératifs qui ne sont pas contradictoires.

D'abord aller le plus au fond possible sur le terrain de la réflexion et de l'analyse.

Et en même temps, avoir toujours souci de maintenir notre unité et notre cohésion.

Aller le plus au fond possible du débat!

Chacun de nous, quel que soit son courant, quelles que soient les positions adoptées par le passé, en ressent - je crois - la profonde nécessité.

Nous voyons bien en effet que les concepts que nous avons pu forger tout au long des années 1970 ont perdu, pour un certain nombre, de leur force opératoire.

Nous voyons bien aussi que les

différences d'analyse qui peuvent exister entre nous sur le type de socialisme à mettre en oeuvre, sur le projet à proposer aux Français, ou sur le type de parti susceptible de permettre la réalisation de ce projet, n'ont - et c'est heureux! - plus rien à voir avec les clivages hérités d'avant 1981.

Il convient donc de discuter!

Et je dirai que notre discussion sera d'autant plus fructueuse qu'elle dépassera les clivages traditionnels des courants pour faire apparaître les vraies sensibilités qui existent aujourd'hui dans le parti.

Pour ce qui me concerne, chacun sait bien à quel type de socialisme je me rattache.

Depuis 40 ans que je milite, je n'ai eu de cesse de faire triompher les idées du socialisme démocratique.

Et ce ne fut pas toujours facile!

Pas facile, au moment de la Libération, quand tout un courant d'idées emportait la gauche vers le parti et l'idéologie communistes.

Pas facile, même dans ces années 60 où la découverte des perversions des sociétés de l'Est et l'appréhension des réalités du goulag conduisaient la fraction de la gauche française qui quittait le P.C. à se tourner, non pas vers l'idéal d'un socialisme démocratique, mais vers les théories gauchisantes alors à la mode.

Aujourd'hui, mes camarades, l'échec des principes communistes est consommé, les différentes formes du gauchisme ont cessé de correspondre à l'air du temps.

C'est donc le moment, pour la première fois sans doute de notre histoire, d'essayer de placer les thèses du socialisme démocratique au coeur de l'idéologie de la gauche.

Cela demande que, tous ensemble, nous ayons le courage de théoriser vraiment ce que peut être le socialisme démocratique aujourd'hui.

Sans nous laisser emporter par cette vague conservatrice qui voudrait nous faire croire que la meilleure réponse au libéralisme de la droite serait la définition d'un libéralisme de gauche, mais en ayant le courage et la volonté de définir un socialisme démocratique adapté aux 20 prochaines années.

Une telle définition demande l'effort de tous.

Avec mes amis, nous n'entendons pas nous soustraire à cet impératif de réflexion commune et dans les prochaines semaines, nous produirons un

document pour dire quel type de socialisme nous devons proposer aux Français.

Ainsi donc, nous souhaitons le débat.

Mais nous souhaitons que ce débat soit guidé par la volonté de progresser tous ensemble et non par une quelconque logique d'affrontement.

Conduisons donc nos débats avec sens de la mesure et esprit de responsabilité en n'oubliant jamais la proximité de l'échéance présidentielle. Si nous nous divisons, nous hypothéquons nos chances de succès. Si nous savons nous rassembler, nous préparons d'autres victoires.

Débattons, mais en nous dépassant pour affirmer notre cohésion.

Nous avons le choix entre conduire la préparation du congrès, en sachant que nous devons nous rassembler ou la mener en faisant l'impasse sur cette nécessité. Pour ma part, mon choix est clair. Je souhaite que le débat d'idées soit poussé aussi loin que possible mais avec la volonté que ce débat ajoute à nos chances pour l'élection présidentielle.

Le temps des heureuses surprises, heureuses ou malheureuses, clôturant les congrès est terminé. De la manière dont nous enclencherons le processus préparatoire se trouvera largement prédéterminée la conclusion de nos assises. Nous nous sommes trop souvent, dans le passé, trouvés confrontés à des situations conflictuelles pour ne pas faire preuve de lucidité dès aujourd'hui.

Le débat doit renforcer le parti, il ne doit pas l'affaiblir.

Face à une France qui, sous l'action d'un tel gouvernement régresse sur tous les plans, le plan économique, le plan social, mais aussi - et c'est peut-être là le plus important - celui des libertés, le but principal de notre congrès ce doit être la victoire de 1988.

Ce doit être de permettre l'avènement d'un grand parti socialiste rassemblant toute la gauche et le triomphe d'une France qui retrouve son vrai visage, celui des meilleurs jours de son histoire, celui de la liberté et de la solidarité.